

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
NOUVEAU CENTRE DE TRI DE
COLLECTES SELECTIVES
Commune de Chambéry (73)

**Pièce n°24 annexe 6 : Prescriptions
de l'hydrogéologue janvier 2023**



Prescriptions de l'hydrogéologue agréé

1 Conception du projet

1.1 Le site sera dépollué de ses éléments et sols contaminés (base : diagnostics de qualité des sols et éventuelles découvertes fortuites).

1.2 Les bâtiments seront surélevés d'au moins 0,50 m, de manière à ne pas être exposés au risque d'inondation (épisode centennal ou scénario moyen) ; ils ne perturberont pas les écoulements de crue.

Les remblais d'apport seront strictement inertes et devront faire l'objet des contrôles préalables réglementaires.

1.3 La profondeur des excavations ne dépassera pas 2 m.

Les fondations seront de type pieux forés ou micro pieux, en excluant les puits battus ou forés.

1.4 La totalité des déchets sera stockée sous bâtiment. Cette mesure s'applique en amont, pendant et en aval des opérations de tri.

1.5 La conception du projet repose sur une gestion différenciée des eaux basée sur une séparation des réseaux :

- eaux de toiture dirigées vers un ouvrage d'infiltration directe.
- eaux pluviales particulières (voirie, parkings, stockages temporaires) et eaux d'extinction acheminées vers un bassin étanche en vue d'une infiltration sous condition de qualité :
 - premier flot (10 mm) des surfaces susceptibles d'être souillées par des déchets et produits divers,
 - eaux d'incendie (règles D9 et D9A),
- autres eaux pluviales (pluie au-delà de 10 mm) dirigées vers des ouvrages d'infiltration (bassins, noues). On notera que la très faible perméabilité des horizons superficiels limite fortement l'infiltration pour un usage opérationnel à l'échelle de la journée. En conséquence, et en application dérogatoire du règlement d'assainissement, un débit de fuite des bassins vers le réseau public sera toléré, à raison de 5L/s/ha aménagé.
- les eaux de procédé (jus de pressage) et de service (lavage) seront évacuées vers des filières adaptées, et après prétraitement éventuel,
- les points de rejet ou de transfert seront pourvus d'un regard et d'un canal de mesures/prélèvement.

1.6 Les stockages de liquide susceptibles de polluer les eaux et les sols, seront associés à des capacités de rétention dimensionnées suivant les critères précis de la législation des ICPE. Le stockage de GNR respectera un ensemble de règles (cuve double enveloppe avec dispositifs d'alarme et de jauge, mesures antieffraction, rétention générale en maçonnerie...)

1.7 Le sol des aires où sont stockés et manipulés les déchets ou produits potentiellement polluants sera étanche et équipé de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

1.8 Les postes de transfert de produit et de dépotage seront aménagés de manière à réduire les risques de pollution accidentelle et leurs conséquences.

2 Travaux

Les prescriptions suivantes seront directement traduites dans le dossier de consultation des entreprises sous-traitantes. Le maître d'ouvrage sera garant de leur application :

2.1 Les travaux se dérouleront en basses eaux, sous le contrôle d'un responsable environnement.

Le chantier sera clos, et interdit au public pour des raisons de sécurité, et de prévention des actes de malveillance. Pendant toute la période d'ouverture de la fouille, une surveillance renforcée sera exercée.

2.2 Les appareils fonctionnant à poste fixe (compresseurs, groupes électrogènes...) seront installés sur des bacs de rétention.

2.3 Les engins amenés à stationner sur le chantier seront parkés sur une aire étanche, le plus en amont possible. Cette aire sera pourvue d'un canal latéral de collecte et d'un puisard de récupération.

N.B : A défaut des bacs de rétention seront installés sous tous les organes sensibles des matériels.

2.4 Les réservoirs non déplaçables des produits divers seront de type double enveloppe.

2.5 Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures, hormis le plein de réservoirs.

2.6 L'approvisionnement en carburant se fera à la demande et la distribution au moyen d'un pistolet à arrêt automatique. Les toupies et coffrages seront nettoyés à la plateforme de chantier ou à la centrale à béton.

2.7 Chaque véhicule de service sera équipé d'un kit de dépollution comprenant des produits absorbants, des boudins de confinements, des obturateurs de flexibles, des sacs étanches de stockage des déchets...

2.8 Le matériel utilisé sera homologué ; il aura fait l'objet d'une maintenance préventive. Des contrôles et entretiens réguliers seront réalisés (hebdomadaire à minima).

2.9 Les déchets (emballages, reliefs de repas, pièces d'usure...) seront évacués quotidiennement. Une ou plusieurs bennes seront regroupées sur la plateforme de chantier. Les gravats d'excavation seront dirigés vers des lieux autorisés.

2.10 Les déblais seront orientés vers des sites correspondant réglementairement à leurs caractéristiques physico-chimiques.

2.11 Il n'y aura aucune opération de réparation ou de maintenance lourde dans l'emprise de la zone de protection.

2.12 Les transferts de produits et matériaux seront effectués sur une plateforme dédiée située hors de la zone de protection rapprochée (particulièrement pour les hydrocarbures).

2.13 Il n'y aura pas de stockage de produit chimique sur le chantier hormis à la plateforme principale. Chaque récipient sera correctement identifié. Des fiches de sécurité seront disponibles pour chaque type de produit.

2.14 Dans chaque véhicule de liaison seront affichés les numéros d'appel des services de secours et des autorités.

2.15 Un plan d'intervention sera mis au point avec le Grand Chambéry, le SDIS, la gendarmerie et la préfecture. Il s'accompagnera d'une action de sensibilisation du personnel.

2.16 La plateforme de chantier regroupera un ensemble d'équipements :

- WC chimiques.
- bennes de stockage des déchets,
- moyens d'exhaure,
- matériel de sécurité et dépollution complémentaire,
- élingues, chaînes.

2.17 Il sera procédé à des analyses physico-chimiques et microbiologiques des eaux des piézomètres Esclangon et Chantabord, toutes les 2 semaines.

Paramètres : Conductivité, pH,
COT, Oxydabilité KMnO4.
Turbidité, dénombrements bactériens (germes-tests),
Indice Hydrocarbures, Benzène, Naphtalène.

Un état zéro sera réalisé avant travaux, sur la base de l'historique disponible au droit des piézomètres. Signalons que ceux-ci ne sont pas idéalement positionnés. Un ouvrage intermédiaire permettrait une meilleur réactivité, car dans l'axe d'écoulement vers le puits des Iles. Il serait alors nécessaire de connaître son « bruit de fond », en débutant une série d'analyses au plus tôt.

Une évolution de plus de 50% des valeurs moyennes connues provoquerait l'arrêt du chantier et recherche des dysfonctionnements. L'écart s'entend pour des conditions hydro-

climatiques stables excluant les phénomènes extrêmes (pluies intenses). Il est par ailleurs préconisé de travailler par temps plutôt sec (P journalière $< 10\text{mm}$).

2.18 En fin de travaux, tous les équipements de chantier seront repliés.

Il sera procédé à un engazonnement des espaces verts dans les meilleurs délais. On adoptera des systèmes de fixation de type mulch en excluant les apports organiques non stabilisés.

3 Mise en service et exploitation

3.1 Un cahier de consignes sera rédigé, et traitera des thèmes suivants :

- mise en service industrielle,
- gestion des déchets et effluents,
- opérations spéciales de dépotage et transfert de produits,
- entretien et propreté générale,
- contrôle des réseaux et rétentions,
- prévention des pollutions,
- suivis analytiques et bilans,
- gestion des incidents...

3.2 A la mise en service, les mesures suivantes seront appliquées:

- on procèdera à l'inspection des réseaux, à leur identification et à leur repérage (code couleur, récolement),
- les étanchéités seront testées (réseaux, bassins, rétentions...)
- le bon fonctionnement des organes de sectionnement sera vérifié, la position fermée clairement repérée,
- les flux d'eaux pluviales, d'eaux de procédé et de service seront évalués et comparés aux valeurs théoriques ; leur qualité sera quantifiée sur plusieurs épisodes,
- on procèdera aux premières applications des rejets sous condition de qualité (références : arrêté du 10 juillet 1990- 16 substances ou groupes de substances-, arrêté du 11 janvier 2007 arrêté du 17 juillet 2009, Guide 2018 RSDE/ICPE, SDAGE 2022-2027, arrêté préfectoral d'enregistrement- interdictions et Valeurs Limites d'Emission)-
- le bon état des engins sera vérifié,
- un exercice de traitement de pollution accidentelle sera mis en œuvre, en collaboration avec les services extérieurs spécialisés.

3.3 En exploitation courante,

- on procèdera régulièrement aux contrôles visés ci-dessus,
- le plan des réseaux sera annuellement tenu à jour,
- les réseaux, rétentions, séparateur feront l'objet d'un programme d'entretien,
- les caniveaux et regards seront visités à fréquence régulière, et curés en fonction des besoins,
- des compteurs volumétriques permettront de contrôler les différents flux,
- des analyses physico-chimiques et microbiologiques seront pratiquées aux différents points de rejets ou de transfert, ce au moins sur une durée de 2 ans et fonction des événements climatiques et d'exploitation,
- les données mensuelles du piézomètre aval feront l'objet d'un traitement numérique en temps réel, de manière à appréhender toute tendance ou évolution péjorative.

3.4 Différentes procédures encadreront les opérations de dépotage du GNR :

- contrôle des raccordements provisoires ; identification et détrompage facilités,
- contrôle des niveaux de cuve,-contrôle de libre dégagement des événements,
- mise en service du dispositif anti-débordement,
- consignation du véhicule avant désaccouplement.

3.5 Plusieurs kits anti-pollution équiperont le site. Ils regrouperont des produits absorbants, des boudins de confinements, des moyens de conditionnement des produits récupérés. Leur contenu sera régulièrement mis à jour. Le personnel sera formé à leurs spécificités et à leur utilisation d'urgence.

3.6 Les surfaces recevant des déchets seront régulièrement nettoyées à sec par balayage/aspiration.

3.7 La gestion des déchets d'exploitation (huiles, solvants, emballages, pièces d'usure, reliefs de repas...) visera à minimiser la pollution des eaux.

3.8 L'exploitant tiendra à jour un registre consignait :

- les volumes de déchets et produits stockés, les conditionnements et l'état des dispositifs de confinement,
- les résultats d'analyses aux points de contrôle.
- les bordereaux d'évacuation des liquides et déchets,
- les procès verbaux d'entretien,
- le descriptif des procédures d'urgence et moyens de secours,
- les fiches toxicologiques de tous les produits mis en jeu.